



Nations Unies

A/CONF.216/8



**RIO+20**  
Conférence des Nations Unies  
sur le développement durable

Distr. générale  
28 juin 2012  
Français  
Original : anglais

**Rio de Janeiro, Brésil**  
**20-22 juin 2012**

---

Point 10 de l'ordre du jour  
**Résultats de la Conférence**

**Note verbale datée du 25 juin 2012, adressée  
au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies  
sur le développement durable par le Représentant permanent  
de l'État plurinational de Bolivie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

S'agissant de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil), la Mission permanente de l'État plurinational de Bolivie a l'honneur de transmettre ci-après les réserves qu'elle souhaite émettre concernant le document final de la Conférence (A/CONF.216/L.1), ainsi que les interprétations qu'elle en fait, et demande qu'elles soient diffusées comme document de la Conférence.

12-39458 (F) 030712 060712



Merci de recycler 



**Annexe à la note verbale datée du 25 juin 2012 adressée  
au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies  
sur le développement durable par le Représentant permanent  
de l'État plurinational de Bolivie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : espagnol]

**Réserves et interprétations concernant la déclaration  
« L'avenir que nous voulons » de la Conférence  
des Nations Unies sur le développement durable**

**22 juin 2012**

L'État plurinational de Bolivie souhaite s'associer au consensus sur la déclaration en faisant toutefois part ci-après de ses réserves et de ses interprétations, qu'elle souhaite voir consignées dans le compte rendu de la présente séance plénière.

**1. Réserves**

*« Économie verte »*

L'État plurinational de Bolivie rejette la notion d'économie verte comme modèle et comme outil de privatisation de la nature et de la société, sous couleur de développement durable et de réduction de la pauvreté. Il exprime donc des réserves quant aux références à cette notion et aux interprétations dérivées pouvant aboutir à la marchandisation des fonctions et des cycles de la nature, à la vente des services écosystémiques, à tout désengagement des pays développés à l'égard des pays en développement, à des obligations pour les pays en développement et à la mise en place de conditionnalités à la coopération technique, technologique ou financière, faisant intervenir des ressources remboursables ou non, y compris par des institutions financières internationales œuvrant au développement durable des pays en développement.

L'État plurinational de Bolivie estime et réaffirme, comme il est indiqué au paragraphe 56 de la Déclaration, que « chaque pays dispose, en fonction de ses circonstances et de ses priorités nationales, d'une diversité d'approches, de visions, de modèles et d'outils pour parvenir au développement durable », et qu'il dispose du droit souverain de les choisir. La Bolivie a donc choisi la notion de « bien vivre », associée à un modèle de développement global fondé sur l'équilibre et l'harmonie avec la terre nourricière, qui vise à établir une société équitable, juste et solidaire, respectueuse des droits des peuples autochtones, des populations locales et du peuple bolivien.

Gardant à l'esprit les principes du droit international – égalité de droits, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, égalité souveraine des États, non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État, droit au développement – et dans le cadre des pouvoirs que lui confère le droit international, l'État plurinational de Bolivie entend que tous les moyens de mise en œuvre et tous les ajustements déployés aux fins du développement durable sont applicables, et qu'aucune condition n'est donc imposée aux différentes approches, visions, modèles et outils

adoptés par les gouvernements pour atteindre leurs objectifs de développement durable et de réduction de la pauvreté. L'État plurinational de Bolivie entend en outre que les organismes et programmes des Nations Unies mettront en œuvre la Déclaration en respectant pleinement ce qui a été convenu par les États Membres, sans introduire d'éléments qui n'auraient pas fait l'objet d'un accord lors de cette conférence.

#### *Politiques de subventions relatives à l'énergie*

L'État plurinational de Bolivie réserve sa position sur le paragraphe 225 de la Déclaration, qui concerne la rationalisation des politiques de subventions accordées aux sources d'énergie fossiles, car il faudrait qu'il modifie la structure de son système d'imposition et de redevances pour pouvoir l'appliquer. Ce paragraphe contrevient par ailleurs à la Constitution bolivienne, étant donné qu'il remet en cause des décisions relevant strictement de la souveraineté de l'État. Nous affirmons en outre que ce paragraphe tend à imposer des conditions préalables, des ingérences étrangères, d'éventuels engagements juridiquement contraignants et des conditions extérieures pour accéder à la coopération internationale, et qu'il ne doit donc pas être associé aux « objectifs de développement durable » mentionnés. De même, toute forme d'évaluation, de surveillance, de communication et de révision de notre politique énergétique qui porterait atteinte à notre souveraineté nationale ne saurait être acceptée.

#### *Mécanismes innovants de financement*

L'État plurinational de Bolivie réserve sa position concernant la notion de mécanismes innovants de financement, dont il est question notamment aux paragraphes 253 et 267 de la Déclaration, si ces mécanismes peuvent constituer des moyens de mettre en place des marchés des droits d'émission de carbone, des marchés de l'eau et des droits dans ce domaine, des services écosystémiques payants, et la marchandisation des fonctions et cycles de la nature – ou s'ils peuvent s'interpréter comme constituant de tels moyens.

## **2. Interprétations**

#### *Souveraineté alimentaire*

L'État plurinational de Bolivie interprète le terme de « sécurité alimentaire » évoqué à la section « Sécurité alimentaire et nutrition et agriculture durable » comme la réalisation de la souveraineté alimentaire, qu'il inscrit dans le cadre de la notion « savoir s'alimenter pour bien vivre », et rappelle à cet égard la définition donnée lors du Forum mondial sur la souveraineté alimentaire, qui s'est tenu à La Havane en 2001 : « Nous entendons par souveraineté alimentaire le droit des peuples à définir leurs propres politiques et stratégies durables de production, de distribution et de consommation d'aliments qui garantissent le droit à l'alimentation à toute la population, sur la base de la petite et moyenne production, en respectant leurs propres cultures et la diversité des modèles paysans, de pêche et indigènes de production agricole, de commercialisation et de gestion des espaces ruraux, dans lesquels la femme joue un rôle fondamental ».

*Technologie*

En ce qui concerne le paragraphe 272 de la Déclaration, l'État plurinational de Bolivie interprète le renforcement des capacités scientifiques et technologiques comme englobant non seulement les savoirs universitaires et institutionnels, mais aussi les savoirs scientifiques et technologiques locaux et ancestraux des peuples autochtones et aborigènes ruraux et du peuple bolivien, dans un esprit d'échange entre les cultures et les savoirs.

---